

## Projection-débat autour du film

### « Les petits gars de la campagne » d'Arnaud Brugier

Jeudi 27 novembre 2014, de 20h30 à minuit, au Studio 66, Champigny-sur-Marne



Dans le cadre du festival de films ALIMENTERRE (Comité Français de Solidarité Internationale) et des séances « Mon jeudi cinéma » du STUDIO 66,

Organisé par COOPALI, Coopérative Alimentaire autogérée de Champigny-sur-Marne.

Intervenants :

- Jean Pacheco, maraîcher situé à Verdelot (77) et travaillant en AMAP
- Jacques Pasquier, céréalier dans la Vienne, responsable du « dossier PAC » à la Confédération paysanne
- Christian Jacquiau, économiste et auteur de livres sur les coulisses de la grande distribution et du commerce équitable

Présentation de la séance et animatrice du débat : Mikhal Bak, initiatrice de l'AMAP « Les Paniers des Bordes » et de COOPALI

Le public : 120 personnes

### Introduction

Brèves présentations de l'Amap de Champigny et de Coopali, l'épicerie autogérée qui poursuit la démarche d'achat en circuit court déjà bien rodée avec l'Amap pour les produits frais, mais pour des produits secs, avec la dimension supplémentaire de gestion de stocks.

Preuve est faite qu'il est possible pour nous, citoyens, d'agir et d'opter pour d'autres modes de consommation, de choisir d'autres produits que ce que nous propose la grande distribution, des produits qui répondent à des critères environnementaux et sociaux exigeants. A nous d'inventer et de prendre en main de nouveaux modes de distribution « collaboratifs », où un lien est renoué avec les producteurs et où il y a une part très importante de convivialité et de plaisir à disposer de bons produits.

Le buffet qui a accueilli le public ce soir a pu donner une idée des produits disponibles à l'Amap et à Coopali, et surtout, de ce que leurs membres aiment en faire car, en effet, ils aiment particulièrement cuisiner et partager.

Le film "Les petits gars de la campagne" a été choisi pour montrer à quoi est soumise aujourd'hui en France une large majorité d'agriculteurs, ainsi que leurs productions qui se retrouvent dans nos assiettes. En tant que *mangeurs*, nous sommes tous concernés.

La Politique agricole commune (PAC) est une politique européenne, qui a été mise en place au début des années 60' pour moderniser et développer l'agriculture par l'instauration d'une politique de prix et de subventions. Elle a beaucoup évolué depuis 50 ans, mais a surtout brusqué l'évolution de la production et du paysage agricoles en France et en Europe.

Pourquoi le productivisme est toujours d'actualité alors que ses dégâts sur l'environnement sont constatés depuis longtemps ? Pourquoi 200 fermes disparaissent chaque semaine en France, notamment au profit d'exploitations agro-industrielles toujours plus grandes ? Pourquoi la production agricole a autant perdu en qualité, aussi bien gustative que nutritionnelle ? Pourquoi les agriculteurs n'ont plus la liberté de mener leur activité de façon qui leur semblerait juste et saine ? Quels sont les effets de cette politique sur nous, *consommateurs* et *mangeurs* ? Il en sera question dans le film et dans le débat qui suivra.

### Projection du film

[bande-annonce du film : <https://vimeo.com/105324981>]

### Le débat



*Jacques Pasquier, Mikhal Bak, Jean Pacheco, Christian Jacquiau, et notre hôte du Studio 66, Patrick Amson.*

**Jean Pacheco** a travaillé en agriculture conventionnelle (céréales et asperges) avant d'opter, il y a quelques années pour l'agriculture biologique et la vente en circuit court. Durant son parcours, les subventions de la PAC n'ont jamais été suffisantes. L'agriculture bio ne bénéficie que des aides à la conversion. Il conclut : *si je suis encore paysan aujourd'hui, c'est grâce aux Amap*. L'aide qu'il touche de la PAC est de l'ordre de 2800 € par an... une goutte d'eau dans la gestion de son exploitation.

**Jacques Pasquier** présente la PAC comme un rouleau compresseur, une vitrine, loin de la réalité quotidienne des agriculteurs. Au moment des discussions en vue de la réforme de 2013 (pour la période 2014-2020), le « groupe PAC 2013 » s'est constitué, regroupant des structures du monde agricole, de la protection de l'environnement et de la solidarité internationale.

Ensemble, des propositions ont été faites pour que la PAC tende vers le respect de l'humain (producteurs des pays du Nord comme du Sud, sans oublier les consommateurs) et de l'environnement. Mais il reste encore beaucoup à obtenir de la PAC, notamment en termes d'emploi, de diversité des cultures et de préservation de l'environnement. Une « révision à mi-parcours » sera faite en 2016 pour essayer de faire évoluer la PAC dès 2017. Le « groupe PAC 2013 » a donc choisi un nom moins temporel et s'appelle maintenant « Pour une autre PAC ».

Jacques Pasquier juge le film intéressant pour toute la population dans la mesure où nous sommes des *mangeurs*, souhaitant profiter de nos beaux paysages et finançant par nos impôts la PAC qui décide in fine de ce que nous mangeons et des paysages ruraux en Europe.

Il soulève la question importante des traités de libre-échange avec le Canada, déjà signé, et celui avec les USA (TAFTA, en cours de négociation).

**Christian Jacquiau** trouve le film pessimiste dans la mesure où aucune mention n'est faite des alternatives émergentes. Il considère que le modèle PAC est une faillite totale qui coûte très cher. Le nombre d'agriculteurs est en chute constante et les suicides sont fréquents. Les territoires sont en partie détruits. La PAC n'intègre pas dans ses calculs ces coûts induits.

C'est par notre consommation que nous "votons" pour un modèle de société. Lorsque nous optons pour les produits issus de l'agriculture dite "conventionnelle", nous la cautionnons, mais nous pouvons aussi soutenir d'autres modèles basés sur autre chose que l'exploitation, le profit et la destruction environnementale et sociale. A nous de choisir.

Il poursuit en donnant l'exemple des alternatives qui fleurissent aujourd'hui, comme les GASE bretons (Groupement d'Achat Service Epicerie) nés à Rochefort en Terre en 2008. Il considère Coopali comme étant une parfaite illustration locale de concrétisation et de réussite.

**Le public :**

Existe-t-il des études chiffrant les coûts induits ?

**Christian Jacquiau :**

Ces coûts sont connus mais cachés. Notons que les termes *conventionnel* et *biologique*, sont généralement mal employés. Posons-nous la question : pourquoi "agriculture conventionnelle", en *convention* avec qui ? La convention a été passée avec l'industrie chimique. Le bio est le seul terme définissant une agriculture vivante, alors que le conventionnel s'associerait à une certaine morbidité actuellement. Rêvons du jour où les produits naturels seront la norme et n'auront plus besoin d'être étiquetés "bio", tandis que les autres seront étiquetés « contient des pesticides, insecticides, fongicides et produits chimiques »...

**Jacques Pasquier :**

Sur cette question, il existe un rapport de 2011 réalisé par le CGDD (Commissariat Général au Développement Durable) qui décrit les « Coûts des différentes pollutions agricoles de l'eau » (voir lien en fin de ce compte-rendu).

**Le public :**

La question de la ferme des 1000 vaches est abordée.

**Jacques Pasquier :**

Le principe de cette ferme est de garder parquées 1000 vaches dans un même hangar technique relié directement à un système de méthanisation permettant la transformation de la biomasse (le lisier) en biogaz employé ensuite pour produire de l'électricité. La production de lait en serait presque un "produit dérivé"...

La confédération paysanne est en procès actuellement pour une action de démontage de ce hangar lors de sa construction. Son opposition est dirigée essentiellement contre la logique industrielle de cet élevage avec confinement des animaux à vie, ses conséquences sanitaires et le risque d'aggraver encore la situation de l'emploi des agriculteurs.

**Le public :**

Les négociations sur la libéralisation du marché entre Europe et USA (TAFTA) auront-elles une implication sur la PAC, et quid des OGM dans ces négociations ?

Faute de temps pour développer toutes ces questions, pourtant cruciales, Le débat s'est recentré sur la PAC.

**Jacques Pasquier :**

La PAC définie par l'Europe en 2013, validée en 2014 par les choix nationaux, doit être mise en œuvre en 2015.

La loi française du 11 septembre 2014 dite « loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt » a pour objectif de renforcer la compétitivité agricole tout en prenant le virage de l'agroécologie. À terme, elle souhaite définir la professionnalisation et constituer un registre des professionnels avec des risques sociaux pour certains paysans qui risquent de se retrouver inéligibles face aux aides financières de la PAC.

Des modèles agricoles alternatifs se mettent néanmoins en place. Une part importante des agriculteurs qui s'installent avec une vision différente de l'agriculture arrivent d'autres milieux sociaux, moins "formatés".

**Le public :**

La question de la part de la FNSEA dans la représentativité syndicale du monde agricole est posée.

**Jacques Pasquier :**

La FNSEA est le syndicat majoritaire et possède un pouvoir économique très important parce qu'il contrôle tout les organismes liés à l'agriculture : coopératives, Crédit agricole, Mutualité sociale agricole... et contrôle ainsi les orientations des filières agricoles. La Confédération paysanne est minoritaire et pèse pour 20% dans la représentativité syndicale agricole.

**Le public :**

L'association « Terres de liens » permet d'aider des agriculteurs à s'installer en bio à travers le rachat de fermes. Chaque citoyen peut participer à son niveau à ces financements, pour soutenir le maintien de l'agriculture paysanne.

Un agriculteur ne demandant pas d'aide de la PAC, en subit-il des conséquences ? Existe-t-il un moyen de compenser ces pertes ?

**Jean Pacheco :**

En agriculture bio, l'aide apportée par la PAC est tellement infime que les exploitations ne comptent pas dessus pour exister.

**Christian Jacquiau :**

Les revenus provenant directement de consommateurs sont préférables pour les producteurs aux recettes issues de ventes aux grandes surfaces complétées par des aides de la PAC.

**Le public :**

L'agriculture bio peut-elle nourrir le monde ?

**Christian Jacquiau :**

“L'agriculture chimique” a réussi à se faire passer pour incontournable, mais elle est très récente dans l'histoire de l'humanité, s'étant immiscée dans l'agriculture que dans les années 50. Avant cela, l'agriculture naturelle (ou bio...) avait nourri l'humanité depuis toujours.

Nous vivons dans un monde où le gaspillage alimentaire dépasse les quantités de nourriture nécessaires pour nourrir ceux qui ont faim. Un tiers de la production alimentaire mondiale est perdue ou jetée selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). On nous oppose souvent l'argument de la faim dans le monde mais nous sommes un peu plus de 7 milliards et, selon Jean Ziegler, nous produisons de quoi nourrir 12 milliards de personnes. Augmenter dans ce contexte les volumes de production par un accroissement du productivisme agricole n'y changera rien. C'est le modèle qui est en cause et notamment l'insolvabilité des populations affamées.

L'agriculture bio peut tout à fait nourrir le monde. Pour s'en convaincre, il est recommandé de lire les travaux d'Olivier de Schutter sur ce sujet, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation.

**Jacques Pasquier :**

Aujourd'hui, nous ne comptons pas moins de personnes souffrant de malnutrition dans le monde que dans les années 50, alors que les rendements ont beaucoup augmenté. La chimie n'a pas résolu le problème de la faim dans le monde, mais a engendré bien d'autres problèmes.

Les pays d'Amérique du Sud réservent une part importante de leurs cultures au Bioéthanol, et en France, presque 100% de la culture de Colza est consacrée au Biodiesel.

Aujourd'hui, la production alimentaire mondiale permettrait de nourrir 160% de la population, et le gaspillage alimentaire dans le monde est chiffré à 35%.

Il est donc évident, que le problème de nourrir le monde est uniquement lié à des choix de production, de répartition et de gestion de l'alimentation. La FAO a effectivement présenté un rapport en 2007 qui affirme que l'agriculture biologique pourrait tout à fait nourrir la population actuelle de la planète.

**Le public :**

L'alimentation bio reste très chère et n'est pas abordable par tout le monde.

## **Christian Jacquiau :**

Les prix en grandes surfaces sont faussement bas. La personne qui y achète ses produits, les paie plusieurs fois. Une première fois à la caisse du super ou de l'hyper marché, au prix fort par rapport au prix payé à l'agriculteur pour des produits de qualité industrielle. Cela permet au distributeur de réaliser de confortables marges, loin de toutes considérations sociales, économiques, environnementales et sociétales. Une deuxième fois à son percepteur, pour compenser via la Politique Agricole Commune (PAC) le préjudice subi par l'agriculteur et permettre de lui assurer le revenu que lui refuse le grand distributeur. Une troisième fois, de façon pernicieuse, beaucoup moins perceptible mais tout autant efficace par le biais encore une fois des impôts et des charges destinés à couvrir les compensations sociales de ceux qui sont exclus du monde agricole et plus globalement d'un modèle qui privilégie le financier à l'humain. Une quatrième fois au travers de la prise en charge des coûts cachés : coûts environnementaux (pollution de la terre, de l'eau...), coûts sociaux (chômage et précarité) et coûts sanitaires. Le lien entre de nombreuses maladies telles le cancer et la présence de produits chimiques dans notre alimentation est aujourd'hui largement démontré par les travaux d'éminents cancérologues tels que le Professeur Dominique Belpomme ou encore le Professeur Henri Joyeux. Nous avons, nous *consommateurs*, tous les leviers pour renverser cette tendance délétère. En Bretagne le médecin nutritionniste Lylia Le Goff a relevé le défi de faire entrer l'alimentation biologique locale dans les cantines des établissements scolaires de la ville de Lorient. Résultat : les jeunes consomment au moins un repas bio par jour et de nouveaux débouchés ont été ouverts à une agriculture locale respectueuse de l'humain et de ce que l'on appelle l'environnement. Des initiatives analogues ont été prises avec succès dans d'autres régions et ne demandent qu'à être généralisées. Le vrai prix des produits est donc à reconsidérer. C'est ce que font les citoyens qui s'organisent en groupements d'achat en lien direct avec les producteurs. Ils préfèrent payer un prix juste au producteur et s'alimenter avec des produits sains, et pour l'homme et pour l'environnement. Ils achètent des produits probablement plus chers qu'en grandes surfaces, mais leur mode de consommation leur fait faire des économies (achat à prix coûtant, préparation de plats faits soi-même, réduction de viande au profit de protéines végétales...), et au final, leur budget n'est pas forcément plus élevé. Certains mettent aussi la main à la pâte en rejoignant des jardins potagers partagés... C'est une affaire de changement de comportements.

## **Liens internet**

Coopali : <http://coopali.net>

Les Paniers des Bordes : <http://lespaniersdesbordes.net>

La Confédération paysanne : <http://www.confederationpaysanne.fr>

Pour une autre Pac : <http://www.pouruneautrepac.eu>

Christian Jacquiau : <http://www.christian-jacquiau.fr>

Terre de Liens : <http://www.terredeliens.org>

GASE bretons : <http://www.ingalan.org/002-actions/009-le-g-a-s-e.html>

Rapport « Coûts des différentes pollutions agricoles de l'eau » :  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED52-2.pdf>

*Coopali remercie chaleureusement pour leurs contributions, les intervenants au débat, Patrick Amson du Studio 66, Mathilde Bonnard du Festival Alimenterre et Christophe Bardy de La Main Verte, producteur et distributeur du film.*